

De la démocratie 2.0 à la démocratisation permanente

ou

Apprendre à tous à gouverner

La démocratie est un enjeu majeur et universel qui mérite d'être le fruit des réflexions de tous ceux qui veulent que le monde soit moins injuste. Il nous faut non seulement réfléchir au développement continu de la démocratie dans les institutions, mais aussi au fonctionnement des organisations populaires et recentrer l'éducation populaire vers cet objectif : Apprendre à tous à gouverner.

La démocratie : un enjeu universel ?

Yanis Varoufakis, ancien ministre de l'économie Grec, lors de la " fête de la rose " à Frangy à la fin du mois d'août 2016 a commencé ainsi son discours "*Un spectre hante l'Europe - le spectre de la démocratie. Toutes les puissances de la vieille Europe ont constitué une sainte alliance pour exorciser ce spectre...*" Par delà le clin d'œil au manifeste communiste¹, il me semble que la phrase de Y. Varoufakis révèle une vérité profonde : la question centrale de notre époque est bien celle de la démocratie.

C'est une évidence en ce qui concerne l'Europe, sujet du discours de l'ex ministre grec, mais il me semble que la question de la démocratie, ou plutôt de ses restrictions voire de son absence est aussi au cœur des problèmes nationaux et internationaux. On ne résoudra pas les problèmes posés par la mondialisation, on ne luttera pas efficacement contre le chômage, on ne réduira pas les inégalités, on ne combattra pas le réchauffement climatique sans que tous ces problèmes ne soient traités en fonction des intérêts de la majorité de la population, donc sans un renouveau de la démocratie. Renouveau que, pour céder à la mode, j'ai baptisé la démocratie 2.0.

Cette question est tellement universelle qu'elle va bien au delà de ces problèmes conjoncturels et que la façon dont l'humanité sortira de la période historique actuelle est étroitement corrélée aux avancées ou aux reculs de la démocratie. Pour continuer les paraphrases historiques², aujourd'hui, l'avenir c'est sans doute "démocratie ou barbarie".

Soit nous sommes capables de modifier profondément la façon dont le monde fonctionne en donnant réellement plus de pouvoir au peuple, soit nous plongeons dans la barbarie. L'exemple grec nous montre un des aspects de cette lutte à mort entre la démocratie et la barbarie. Daesh en est un autre sinistre exemple...

¹ Les premières lignes du manifeste communiste sont ainsi rédigées : « *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne...* »

² Rosa Luxembourg citant F.Engels : « *La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie.* »

La démocratie, c'est quoi ?

Quand j'utilise le mot "démocratie", c'est au sens littéral : *gouvernement où le peuple exerce la souveraineté*. C'est ainsi que le Littré ou le dictionnaire de l'Académie définissent le mot. Pourtant le "Wiktionnaire" plus proche du parlé quotidien en donne deux définitions : *régime politique dans lequel l'ensemble du peuple dispose du pouvoir souverain*, ce qui correspond à la définition précédente mais aussi *"Etat organisé selon les principes démocratiques"*. Ce qui n'est pas la même chose. Par exemple, je crois, la France est une démocratie selon la seconde acception du terme, mais pas selon la première.

Dans la suite, pour éviter toute confusion j'utiliserai le mot "démocratie" seulement dans ce sens initial : le "gouvernement par le peuple" et je parlerai seulement des libertés et droits démocratiques pour parler de ce qui distingue les "démocraties" des "dictatures"

Évidemment, selon cette distinction, la plupart des pays occidentaux sont des pays où l'on respecte (plus ou moins) les libertés et droits démocratiques mais bien peu, et peut-être aucun, ne sont réellement des démocraties.

En effet une vraie démocratie : "gouvernement par le peuple" suppose bien évidemment aussi "gouvernement pour le peuple". Combien de pays peuvent-ils se vanter de disposer d'un gouvernement qui agit en fonction des intérêts du peuple, donc des intérêts de la majorité de la population ?

A moins de confondre "le peuple" et "les nantis"... la réponse est sans doute : « Aucun ». Aucun gouvernement occidental, aussi démocratiquement élu soit-il, n'agit aujourd'hui en fonction des seuls intérêts de la majorité de la population. Tout au plus trouve-t-on en Amérique latine quelques pays qui tentent de s'en approcher, ce qui est déjà important.

Pire, on observe dans beaucoup d'endroits, et en particulier dans notre pays, une tendance, de la part des politiciens professionnels à réduire la démocratie à quelques consultations électorales. Les attentats des terroristes islamistes ont ainsi fourni le prétexte d'un état d'urgence plus ou moins permanent, ce qui permet de remettre en cause officiellement la séparation des pouvoirs. « Le » pouvoir reposant en fait dans les mains d'une police et de services paramilitaires aux ordres du seul pouvoir exécutif. Ni les juges, ni les députés et sénateurs n'ont plus qu'un rôle de contrôle à posteriori, qu'ils s'empressent de ne pas exécuter tant leur places dépend directement de ce même pouvoir exécutif par le biais des promotions ou des circonscriptions offertes aux plus dociles.

C'est vrai de la France mais la dérive vers ce que les médias appellent « un pouvoir fort » mais en réalité un pouvoir anti-démocratique s'observe aussi dans beaucoup de pays européens.

La démocratie, comment ?

La démocratie restera sans doute toujours un idéal car, si l'on accepte sa définition stricte, elle supposerait que toute la population (ou du moins celle en état de donner son avis) participe au gouvernement : autant de ministres que d'électeurs ! C'est peut être possible pour gérer un village. C'était possible dans le cas des cités de la Grèce antique mais c'est impossible à l'échelle d'un pays moderne. La démocratie par délégation, ou par représentation, est donc indispensable à cette échelle. Pour que triomphe vraiment la démocratie il faut donc résoudre

les questions suivantes : comment faire pour que les citoyens désignés pour assurer le gouvernement le fassent toujours en fonction des intérêts de la majorité du peuple ? Comment faire pour qu'ils en aient envie ? Comment apprendre à tous à gouverner³ ?

Dans l'histoire on a déjà essayé ou imaginé pas mal de solutions: les élections, le tirage au sort, les partis politiques, les conférences de citoyens, les référendums d'initiatives populaires, le non cumul des mandats, les mandats impératifs, les votes par Internet, divers modes de scrutins, la durée limitée et non reproductible des mandats, les référendums révocatoires (la possibilité de faire cesser le mandat d'un élu avant terme) ; et j'en oublie sans doute.

Beaucoup imaginé, assez rarement essayé, à part les élections, le suffrage dit universel avec tous les modes de scrutins permettant de biaiser plus ou moins la volonté populaire

Mais les élections, par elles-mêmes ne sont qu'un élément des libertés démocratiques mais ne garantissent tellement pas la démocratie qu'elles sont universellement pratiquées, y compris dans des pays qui en sont restés au stade féodal comme l'Arabie saoudite. Caricatures d'élections servant de caution démocratique au régime. L'élection de Trump, avec trois millions de voix de moins que son adversaire illustre à quel point on est loin du " pour le peuple, par le peuple ".

Si l'on accepte ces prémisses, on ne peut considérer la démocratie que comme un objectif, une tendance, une asymptote.

Démocratisation permanente ?

Ce qui compte alors c'est le progrès vers la démocratie. C'est pourquoi j'ai proposé comme slogan "la démocratisation permanente" en utilisant l'adjectif dans le même sens que Trotski l'utilisait dans son projet de "révolution permanente"⁴ c'est à dire la nécessité d'un processus continu allant dans le sens du progrès. J'aurais pu simplement écrire "progrès permanent de la démocratie" mais comme je crois que le processus aboutirait à un véritable changement de nature de la démocratie, la quantité se transformant en qualité, la démocratie passant de l'interprétation numéro deux du Wiktionnaire à la première, je préfère utiliser les mots de "démocratisation permanente" pour désigner ce processus...

Par ailleurs, mais j'y reviendrai, il me semble que le progrès permanent de la démocratie suppose l'apparition de nouvelles pratiques dans la façon dont les partisans de la justice

³ La formule "apprendre à tous à gouverner" peut évoquer à tort l'idée d'"éduquer le peuple" chère à bien des avant-gardes auto proclamées ou "apprendre du peuple", la formule des gardes rouges. Dans les deux cas, le "peuple" est considéré comme distinct de sa soit disant avant-garde, avec une compréhension du monde réduit, au mieux à quelques instincts de classe. Mais "apprendre à tous à gouverner" tout au contraire, signifie abroger peu à peu les distinctions culturelles entre l'ensemble de la population et ceux qui prétendent savoir comment gouverner la société. Aussi bien ceux qui la gouvernent effectivement que ceux qui déclarent vouloir gouverner autrement.

⁴ Wikipédia résume assez bien l'idée : « *La révolution permanente est un mot d'ordre lancé par Karl Marx puis développé en théorie par Trotski et Parvus pour désigner le processus par lequel la révolution ne s'arrête pas tant qu'elle n'a pas atteint tous ses objectifs. Cela signifie en particulier, pour Trotski, que les révolutions de notre temps ne sauraient s'arrêter à des réalisations nationales et bourgeoises, et que le prolétariat s'emparera du mouvement pour entreprendre une révolution mondiale et communiste.* »

sociale agissent et s'organisent et qu'il faut tendre à y pratiquer une *démocratisation permanente* à la fois comme terrain d'expérience et comme exemple. Apprendre à tous à gouverner, car, vraiment, il s'agit bien de cela, passe aussi par l'expérience des luttes quotidiennes.

J'ai suggéré plus haut que la démocratie réelle supposait un contrôle des intermédiaires entre le peuple et les prises de décisions politiques, En lisant cela, on pense inévitablement au contrôle des élus, au contrôle de ceux que le suffrage universel a permis de désigner. Mais, ce qui empêche le véritable gouvernement du peuple par le peuple, ce n'est pas seulement la trahison de leurs mandats par les élus, c'est aussi les mille et une façons de fausser le libre choix des électeurs.

L'idéal est de faire croire à chaque électeur que le fait de confier le pouvoir à du personnel au service des plus fortunés est bon pour lui. Cette idée était officiellement présente dans les premiers systèmes électoraux sous forme de suffrages censitaires, elle persiste dans les républiques modernes malgré le suffrage universel, sous une forme plus idéologique quand, par exemple, la majorité des hommes politiques et des médias répètent quotidiennement que : « Il n'y a pas d'autre politique possible⁵ » ou que « Il est normal et indispensable que la population paie les dettes faites en son nom par les pouvoirs publics ».

La démocratie 2.0 ?

Les progrès vers la démocratie, la démocratie 2.0 suppose donc aussi que les citoyens disposent des moyens d'être complètement et objectivement informés. Ce point mérite d'être largement développé. Il est toutefois facile de tracer quelques grandes pistes pour faire avancer cet aspect de la démocratie : interdire le regroupement des médias sous l'autorité d'un seul actionnaire, interdire la possession des médias par des individus dont les revenus sont directement liés aux commandes de l'Etat, mais aussi, transparence du fonctionnement des institutions et organismes publics et libre accès à toutes les informations pour tous ceux qui ont la charge d'assurer le contrôle du fonctionnement de la société. Aussi bien pour ceux chargés de contrôler les élus que pour toutes les autres formes de contrôle. Par exemple le Conseil Constitutionnel, l'IGS, l'ASN, l'ANSM⁶, par exemple devaient être majoritairement constitués d'hommes et de femmes indépendants et disposant des moyens d'avoir une information contradictoire et complète.

Une société réellement démocratique, où les décisions seront prises en fonction des besoins de l'immense majorité de la population ne pourrait néanmoins pas fonctionner s'il subsiste en son sein d'importants îlots d'arbitraire où la démocratie cesserait d'être présente. C'est le cas

⁵ Margaret Thatcher résumait la formule ainsi : TINA (There Is No Alternative)

⁶ IGS : Inspection Générale des Services, en charge de contrôler le bon respect des lois par la police mais qui est, aujourd'hui, un service de police . A la fois juge et partie ; l'ASN Autorité de Sûreté du Nucléaire est sans doute plus indépendante puisque, par exemple une ONG comme Greenpeace, hostile par principe au nucléaire, participe en partie à son fonctionnement et peuvent s'y exprimer dans sa presse... mais sans garantie citoyenne, demain l'ASN pourrait tomber aux mains d'un lobby industriel. Soutenant l'industrie nucléaire ou au contraire en faveur du développement des centrales à Gaz ; l'ANSM , Agence Nationale de Sécurité des Médicaments est régulièrement accusée d'avoir en son sein des membres trop liés aux industries pharmaceutiques.

aujourd'hui des entreprises, surtout des plus grandes, où règne sans partage le pouvoir des actionnaires, où les décisions ne sont pas prises en fonction de l'intérêt de l'ensemble de la population, ni même de l'ensemble de ceux qui travaillent dans ces entreprises, pas même en fonction des intérêts à long terme des entreprises elles-mêmes, mais seulement en fonction de la rentabilité financière à court terme. Néanmoins, l'histoire des SCOP montre que même dans un environnement hostile comme aujourd'hui, cela n'est pas inévitable et il est assez facile d'imaginer quelques mesures visant à introduire de la démocratie dans les entreprises : En augmentant le poids des représentants des salariés dans les conseils d'administration ou, pour les entreprises publiques, en créant une véritable gestion tripartite : Etat, salariés, utilisateurs. C'est facile à imaginer mais il me semble évident que ces mesures ne pourront être prises qu'au niveau politique. La démocratie sociale est sans doute une étape nécessaire des avancées de la démocratisation permanente mais elle ne pourra s'étendre à la majorité de l'économie que si elle est impulsée, appuyée, soutenue par un pouvoir politique qui montre l'exemple de son efficacité en étant déjà lui-même le résultat d'une profonde démocratisation des institutions publiques.

Que faire⁷ ?

Je vais essayer de dessiner quelques pistes autour de ce qui pourrait concourir à cet objectif. Seulement quelques pistes car si je suis persuadé que le seul avenir vivable passe par un développement qualitatif de la démocratie, permettant au peuple d'assurer pleinement sa souveraineté, je n'ai pas la prétention de savoir par quels moyens exactement cela pourra se faire. L'Histoire nous réserve bien des surprises ; heureusement pas toutes tragiques.

Bien sûr on sait que diverses techniques peuvent permettre de rendre la démocratie plus vivante, plus juste et moins corrompible : élections à la proportionnelle, mandat unique et non ou peu renouvelable, référendum d'initiative citoyenne et référendum révocatoire par exemple. Ces techniques ont toutes leur intérêt, ont été mises en place par différents gouvernements plus ou moins soucieux de la démocratie mais aucune n'a suffi à changer la nature du pouvoir d'État. Il ne suffit pas de démocratiser les institutions pour que le gouvernement et les institutions entrent soudainement toutes au service de l'immense majorité du peuple.

L'Etat, c'est quoi ?

Il est sans doute utile de revenir un peu sur l'analyse marxiste de l'Etat qui, selon moi, explique cette difficulté à réellement changer cette nature du pouvoir d'État.

Dans "l'Etat et la révolution" Lénine écrivait : "*Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre; c'est la création d'un "ordre" qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de classes*". Selon cette analyse, le moindre mécanisme de l'appareil d'État a pour but de pérenniser les rapports de classe actuels. Comme ceux-ci sont des rapports de domination d'une minorité sur la majorité, il est impossible d'utiliser l'appareil d'État, même modifié pour permettre à la majorité du peuple d'exercer réellement la souveraineté. D'où la nécessité pour Marx, Lénine

⁷ D'accord, j'ai piqué ce titre à Lénine, même si je n'ai pas ses capacités intellectuelles, même si je pense que bien de ses idées méritent d'être relues et critiquées avec l'expérience historique du XXème siècle, J'ai bien le droit de me poser les mêmes questions, non ?

ou Trotski de créer un État différent : l'Etat ouvrier chargé d'exercer la "dictature du prolétariat", l'Etat restant un organisme de domination de classe, mais mis au service d'une autre classe.

On sait ce qu'il en fut historiquement : la soi-disant dictature du prolétariat s'étant rapidement transformée en dictature sur le prolétariat (et sur tout le peuple en général) via un appareil d'état où les formes de représentations initialement démocratiques (Soviets – en français conseils ouvriers-) ont été vidées de tout sens par la toute puissance d'un parti unique expression de la domination d'une caste de privilégiés

Le fait que le remède se soit avéré inefficace, dégénéré, en devenant pire que le mal n'invalide pas l'analyse de la maladie : tous les rouages de l'Etat sont au service de la reproduction des rapports sociaux actuels. L'État ne se réduit pas à un parlement et un gouvernement, il inclut aussi toute une armée de fonctionnaires, de règlements, d'usages, de traditions, d'accords qui ont en commun de tenter de "modérer les conflits de classes" pour que ceux-ci ne changent pas les rapports de force. L'Etat soviétique n'a pas échappé à cette tendance, simplement il est très vite devenu l'organe permettant à une nouvelle minorité de privilégiés – qu'on l'appelle bureaucratie ou nomenklatura - d'exercer sa domination sur la population.

La caricature de cette situation nous a été livrée en juillet 2016 en Grèce où le gouvernement de Tsipras a fini par reculer devant son incapacité à changer même modestement les pratiques économiques de l'U.E. sans remettre en cause les usages et traditions du monde financier. Parce qu'il se refusait à envisager de sortir de la zone Euro et donc à remettre en cause les liens économiques entre la finance et l'appareil d'Etat grec, Tsipras fut réduit à l'impuissance politique.

Un autre appareil d'Etat ?

Mais on peut aussi, à contrario, penser à la stratégie de Chavez visant à s'appuyer sur les conseils communaux mis en place pour contrecarrer les freins au sein de l'appareil d'État. Je citerai à ce sujet l'anthropologue Maro Sanoja et l'historienne Iraida Vargas : "*Dès 2007, Chavez expliquait : "Tous les moteurs constitutants sont tributaires ou convergent vers le cinquième (moteur), qui est le plus grand, le plus puissant, le moteur essentiel. Lequel ? L'explosion révolutionnaire du pouvoir communal, les conseils communaux..." (Chávez 2007: 40). Le capital est encore profondément inscrit dans tous les secteurs de la culture et de la société vénézuéliennes, capable de dominer et d'influencer en sa faveur le processus de reproduction sociale, tout en étant incapable de résoudre les problèmes et les contradictions qu'entraîne son activité. Abolir ou au moins neutraliser les institutions spécifiques qui font l'hégémonie du capitalisme, doit être, est, le premier pas révolutionnaire dans la construction d'un nouveau bloc historique de pouvoir représenté par la future société et son État socialiste et communal.*" L'échec ultérieur de Maduro, incapable de résister à l'offensive violente des classes dominante autrement que par des mesures administratives et la restriction des libertés démocratique est sans doute la conséquence de son incapacité à faire que ces nouvelles formes de démocratie prennent chair dans la population et soient, par exemple, l'outil indispensable de la lutte contre la corruption.

Si l'on accepte ces prémisses alors on comprend que le processus de "démocratisation permanente" ne peut pas se limiter à quelques réformes institutionnelles, aussi souhaitables soient-elles, mais qu'il doit changer les bases mêmes de la démocratie.

Une fois de plus, c'est l'Histoire et les évolutions techniques et sociales qui peuvent nous servir de piste.

Prenons un peu de hauteur : dans un article récent d'une revue scientifique, un sociologue tentait de calculer à combien de choix binaires (oui/non) les électeurs répondaient par leurs votes. Par exemple il estimait que si une élection présidentielle se fait avec en moyenne 8 candidats, donc 3 choix⁸. Et le second tour se réduit à un seul choix. Donc une élection présidentielle c'est 4 choix tous les 5 ans. Si l'on ajoute les diverses autres élections, on ne dépasse pas 4 ou 5 choix par an. La soit disant démocratie actuelle pourrait très bien continuer à fonctionner, sans grand changement en demandant à chaque électeur de répondre oui ou non à une question tous les trimestres !

Pourtant, pour gérer le pays, c'est sans doute plusieurs choix par jour qu'il faudrait faire. Cette distance entre la réalité du pouvoir et l'expression de la souveraineté populaire via le suffrage universel est "résolue" par le principe de représentation, les électeurs désignant des élus chargés de prendre les décisions à leur place. C'est dans cette médiation que la "*modération des conflits de classes*" s'opère le mieux.

Pour que ces médiateurs, les élus, se comportent en fait en serviteurs dévoués de la minorité celle-ci dispose de divers moyens : cela va de la force brutale dans les régimes autoritaires, à la corruption plus ou moins discrète mais aussi la propagande érigée en idéologie via un poids croissant des média.

Les "conseils communaux" de Chavez visaient à modifier les acteurs de cette médiation. Une autre stratégie me semble possible: augmenter significativement le pouvoir direct de décision du peuple (des électeurs). Bien sûr on ne peut pas multiplier par cinquante ou cent les scrutins ; encore que l'exemple de la Suisse montre qu'on peut sans doute multiplier par deux ou trois le nombre de consultations sans aboutir à un rejet supérieur à ce qui se passe déjà

On ne peut pas aller voter tous les dimanches avec toute la lourdeur du processus électoral : bureaux de vote, urnes, isolements, personnel de surveillance etc..

Mais on peut imaginer de réserver ce processus à quelques votes décisifs ou symboliques et utiliser des moyens électroniques pour les autres consultations. La sécurité du vote électronique est au moins aussi facile à garantir qu'un vote avec urne et bulletins. De plus le développement d'un pouvoir de contrôle, s'appuyant sur des citoyens tirés au sort serait une garantie complémentaire.

Quand Marx s'interrogeait sur la forme de l'Etat ouvrier, il ne cherchait pas une solution idéale dans son cerveau, il s'appuyait sur le fonctionnement vivant de la Commune de Paris.

⁸ Ces 3 choix binaires pourraient par exemple se faire en demandant successivement si le candidat pour lequel l'électeur souhaite voter est parmi les 4 premiers ou non ; puis, parmi les 4 choisis, s'il se trouve ou non parmi les 2 premiers et finalement si c'est le premier ou le second du dernier duo. On montre facilement que, avec « n » votes élémentaires on peut choisir parmi 2ⁿ candidats : 3 votes binaires pour choisir parmi 8 candidats, 4 pour un choix parmi 16, 5 votes pour un choix parmi 32 candidats etc... Avec une vingtaine de votes binaires on pourrait faire son choix parmi plus d'un million de postulants ! Mais il serait sans doute préférable d'essayer des modes de scrutins moins binaires.

De la même façon Lénine ne proposait pas un État ouvrier sorti tout habillé de son cerveau, il s'appuyait sur l'existence vivante des soviets. Soyons au moins aussi modestes qu'eux et regardons si l'histoire récente n'a pas montré de nouvelles formes d'expressions populaires permettant d'imaginer de nouvelles façons de s'organiser. La réponse me semble évidente tant Internet et les réseaux sociaux ont structuré les dernières mobilisations populaires, aussi bien en Espagne qu'en Tunisie par exemple.

Internet change la démocratie ?

Le web est le premier outil qui permet une expression démocratique du plus grand nombre. Ce n'est pas un hasard s'il est né au CERN, organisme international de recherche fondamentale aux structures et aux pratiques particulièrement démocratiques et égalitaires. S'il échappe au contrôle des multinationales, si aucun brevet n'a pu être pris pour les grands principes du Web, si les Logiciels libres ont pu se répandre, on le doit aussi aux chercheurs du CERN. Internet est un espace de liberté et d'égalité, la seule façon de s'y opposer c'est de l'interdire mais son mode même de fonctionnement rend impossible d'en prendre totalement le contrôle.

Que pourrait-on faire avec Internet pour cultiver la démocratie ? Pour construire la démocratie 2.0 ?

- Organiser des votes difficilement falsifiables. Des logiciels spécialisés sont déjà disponibles et utilisés notamment dans les milieux universitaires.
- Utiliser des formes de scrutins trop complexes pour un vote par bulletin papier : noter chaque proposition de 0 à 10 (permettant de juger avec plus de finesse l'opinion de tous), pratiquer l'élimination à chaque tour du seul dernier (ce qui permet de laisser une meilleure place à des propositions proches mais concurrentes), ou tester tous les duels possibles (mise en évidence d'un éventuel "candidat Condorcet"...
- Utiliser le tirage au sort.
- Réaliser des sondages, ceux-ci pouvant dans certains cas avoir valeur de preuve au sens scientifique du terme (une chance sur un million de se tromper) si l'on choisit un nombre suffisant de participants et si le seuil à atteindre est assez clairement dépassé.
- Voter plus souvent à moindre coût.
- Améliorer la capacité de jugement des électeurs grâce à un meilleur accès aux informations contradictoires.
- Organiser des conférences virtuelles de citoyens..

C'est tout un monde qu'il faudra sans doute inventer car les progrès techniques ont été beaucoup plus rapides que les progrès sociaux... quand ceux-ci n'ont pas été dans l'autre sens.

La démocratie, impossible ?

Mais le principal obstacle est sans doute dans la tête de nos concitoyens. Sont-ils prêts à participer activement, via Internet ou non, à la gestion collective de la cité ? Comment faire pour qu'ils disposent de tous les éléments pour choisir ? Comment éviter les préjugés ? Autrement dit "Que faire ? ", ici et maintenant, pour faire avancer la démocratie. Comment apprendre à tous à gouverner ? Comment leur en donner l'envie ?

Il est bien beau d'avoir une idée de ce que serait un monde plus juste, vraiment meilleur mais si on ne dispose pas d'un moyen de le faire avancer, c'est juste inventer une nouvelle religion,

certes bien plaisante mais qui reste quand même un opium du peuple ; juste un peu moins toxique.

Bien sûr nous disposons déjà d'une pléthore d'organisations, syndicats, associations, partis politiques, rassemblements qui toutes, à leur façon, ont officiellement pour objectif de changer au moins un peu le monde et surtout les règles qui le régissent. Quelques unes de ces organisations ont, parmi leurs objectifs affichés, de développer la justice sociale et la démocratie qui sont en fait les deux faces d'une même médaille.. Sans doute devraient-elles agir ensemble. Dans son discours de Frangy, Yanis Varoufakis invitait, avec un objectif plus modeste, à construire en Europe un front commun de ces organisations *"Peut-être le temps est-il venu d'un réseau européen dont l'objectif explicite soit la démocratisation de l'euro. Pas un autre parti politique, mais une coalition inclusive paneuropéenne d'Helsinki à Lisbonne et de Dublin à Athènes, s'engageant à passer de l'Europe de «Nous, les gouvernements» à l'Europe «Nous, le peuple».* a-t-il écrit en conclusion de son discours. Je ne peux que partager son souhait mais je crains qu'il ne soit pas à la hauteur des enjeux. Utopie louable certes, mais néanmoins simple étape de ce qu'il faudra vraiment faire.

Au passage, il me semble important de mesurer comment les évolutions politiques institutionnelles de la seconde moitié du siècle précédent ont été à la fois des reculs de la démocratie et l'ouverture de nouveaux enjeux pour la démocratisation. C'est bien évidemment le cas de l'Union Européenne, mais c'est aussi le cas des communautés de communes, cadres de décisions de plus en plus importants pour nos vies quotidiennes mais aussi institutions ou la démocratie représentative l'est de moins en moins, les représentants des populations n'ayant quasiment pas de comptes à rendre quant à l'exercice de leurs mandats, lesquels s'exercent dans le confort de réunions où la population n'est pas invitée à observer ce qui se passe.

Démocratiser quoi ?

Cela dit, si nous voulons démocratiser l'Europe, mais aussi plus modestement développer significativement la démocratie dans notre pays, je crois que nous devons commencer par nous démocratiser nous même, c'est à dire adopter un mode de fonctionnement de nos organisations où le pouvoir soit réellement aux mains des adhérents. Faire de nos organisations à la fois un exemple et un terrain d'expérimentation.

Nous dénonçons à juste titre le fonctionnement de la 5eme République Nous dénonçons le pouvoir exorbitant du président et en même temps son incapacité à respecter même les côtés positifs du programme publicitaire minimum grâce auquel il a été élu. Nous dénonçons l'impuissance du parlement, son incapacité à légiférer sur autre chose que ce que le gouvernement ou pire, les lobbies qui le manipulent, ont décidé de faire passer. Mais, est-ce que le fonctionnement de nos organisations n'est pas, à leur échelle, tout aussi éloigné de la vraie démocratie ? Est-ce que les partis politiques ne sont pas, pour beaucoup, réduits à être des organes de communication destinés à faire élire leurs dirigeants ? Ne constatons nous pas que, pour nombre d'entre eux, le « programme » se réduit à un programme de communication, des pages de publicités pour faire élire leur leader ? Se faire élire ou simplement conserver leur poste car l'ambition personnelle peut s'y limiter à pérenniser une autorité sur un petit collectif et une place, même modeste, dans les médias. Peut-on comprendre les revirements de Syriza en juillet 2016 si on n'a pas cette idée en tête ? Toute l'histoire du mouvement ouvrier ne s'explique que si l'on prend en compte cette tendance

naturelle de toutes les organisations à finir par avoir pour objectif leur propre pérennité. Lénine expliquait ainsi l'incapacité de la social-démocratie européenne à résister à la vague de nationalisme de la première guerre mondiale. Trotski expliquait aussi de la même façon la sclérose du parti bolchévique, ce cancer du mouvement ouvrier que fut le stalinisme dont les métastases ne sont pas toutes éradiquées. Il l'expliquait par le poids d'une bureaucratie qui tendait à se rendre de plus en plus indépendante de ceux qu'elle était censée représenter. Plus modestement, nous avons tous connu des petites organisations politiques aux programmes révolutionnaires mais aux pratiques plus ou moins sectaires qui toutes, en fait, avaient des dirigeants qui privilégiaient consciemment ou inconsciemment leurs propres intérêts de boutiques;

Là, "le mort saisit le vif " pour paraphraser à nouveau Marx

Est-ce que le fonctionnement de nos organisations n'est pas à l'image des institutions politiques de notre pays ? Est-ce que, dans les deux cas, la démocratie n'y fonctionne pas de façon formelle ? Est-ce que, dans tous les cas, les décisions n'y viennent pas d'en haut ? Ce fonctionnement peu démocratique renforce la légitimité d'un pouvoir central qui ne l'est pas plus et, inversement, le fonctionnement peu démocratique de l'Etat encourage le même type de fonctionnement dans les organisations qui ont pourtant vocation à défendre les intérêts du plus grand nombre. La personnalisation à outrance des élections, au détriment du débat démocratique, telle qu'elle est voulue par la cinquième République conduit mécaniquement à survaloriser le rôle du "chef" dans les partis politiques. "Faire de la politique autrement" suppose de casser ce cercle vicieux.

Comment imaginer qu'on puisse démocratiser les institutions si on ne démocratise pas aussi les intermédiaires entre le peuple et le pouvoir que sont ses organisations ?

Pire, n'y a-t-il pas un phénomène général qui vient freiner les échanges démocratiques au sein de toutes les organisations ? La reproduction en internes des mœurs politiques venant des institutions n'explique sans doute pas tout. Combien de discussions sérieuses ont été parasitées des conflits d'égo ? Par l'envie de briller aux yeux des autres ?

Est-ce qu'on ne peut pas faire autrement ?

Est-ce que la façon dont Podemos a réussi à se construire en quelques mois ne peut pas nous donner quelques idées ?

Est-ce qu'on ne doit pas y réfléchir tous ensemble ?

Voici quelques pistes que je propose d'explorer pour aller vers la " démocratie 2.0 " considérée comme une étape de la démocratisation permanente:

- Faciliter la démocratie directe dans une organisation en se servant d'Internet serait assez facile. Il n'est pas difficile d'écrire le cahier des charges d'un logiciel qui serait fourni à tous les adhérents et qui leur permettrait de voter une fois -et une seule- pour chaque scrutin. Je pense même qu'un tel logiciel - libre de droits - existe déjà. Sinon ce ne devrait pas être les bonnes volontés et compétences qui manquent.
- Obliger les responsables d'une organisation à accompagner chaque communication aux adhérents par un questionnement aurait un double effet : renforcer le contrôle

démocratique des adhérents... et les habituer à ne pas réagir en simple supporter de leur équipe mais en vrais acteurs car, comme je l'évoquais précédemment le principal obstacle aux avancées de la démocratie est probablement dans la tête de nos concitoyens, habitués à raisonner en terme de choix politiques réduits à quelques consultations occasionnelles.. Le poids de l'inertie du "en attendant on ne peut rien faire, on laisse les dirigeants diriger" est considérable...Ah le silence des pantoufles ! Apprendre à tous à gouverner devrait être le crédo central de tout responsable politique attaché à la justice sociale.

- Adopter d'autres règles que le seul vote à la majorité de 50%. Pour certains choix, pourquoi ne pas exiger le soutien des 2/3 de personnes concernées ? Que vaut, pour une organisation, la décision de s'engager dans une action si elle n'est appuyée que par 51% des adhérents ? N'est-ce pas la source de bien des divisions internes, de l'éloignement des militants, voire de l'éclatement de l'organisation ?
- "Apprendre à tous à gouverner", c'est aussi apprendre à choisir. Aussi profonde que soit la démocratie, elle n'abolira jamais les intérêts divergents, les sensibilités différentes, les goûts particuliers. La simple diversité génétique fait qu'il n'y aura jamais un modèle unique fixant la façon dont chacun doit vivre. Les préoccupations écologiques ne disparaîtront pas, par exemple, avec l'élimination même complète du capitalisme. Il en a toujours été ainsi et une des fonctions des autorités a toujours été de trancher entre les avis divers. Et cela ne se réduit pas à faire passer les intérêts d'une classes sociale avant celles du reste de la population. Cette fonction du gouvernement : administrer sereinement et rationnellement les choses, il faudra bien aussi apprendre à le faire. Et à le faire mieux. Comment ? Il est tentant de penser à la façon dont se règlent les désaccords scientifiques : non pas toujours sans passion, mais, en règle générale par un argumentaire s'appuyant sur la méthode scientifique, par la vérification des théories par l'expérience et finalement par le jugement des pairs, informés et compétents. "Apprendre à tous à gouverner" c'est sans doute permettre à tous d'être correctement informés et donc compétents pour prendre des décisions. Cela ne signifie pas qu'on puisse se passer de l'avis d'experts, mais cela veut dire que, si deux opinions divergent, les partisans de l'une et l'autre doivent pouvoir faire entendre l'avis d'experts allant dans un sens ou dans l'autre. Dans le fonctionnement des organisations populaires, ce n'est pas une habitude. Avec les documents écrits, il est traditionnel d'ajouter les arguments défendant le même point de vue. Il en va de même dans les médias, même théoriquement non engagés politiquement. Sans doute devons nous apprendre à exposer les arguments "pour" et les arguments "contre" dans le même document afin de permettre à chacun, informé et compétent, de se faire une opinion. Apprendre à débattre sereinement au sein des organisations populaires, ne pas considérer qu'un désaccord n'est que le préalable à une scission, c'est aussi se préparer à gouverner.
- "Apprendre à tous à gouverner" c'est aussi apprendre à gérer, à la fois, le législatif et l'exécutif. C'est apprendre à définir les règles de la vie commune, la loi commune mais c'est aussi apprendre à mettre en œuvre ces règles de vie commune. C'est sans doute à l'échelle municipale que cet apprentissage est le plus facile à pratiquer.
- La question du contrôle des élus, que ce soit les élus de la République chargés de gérer les affaires publiques, ou que ce soit ceux qui gèrent les organisations (associatives, syndicales ou politiques ; nous sommes tous logés à la même enseigne) mérite d'être traitée plus en détail car elle est au cœur de la difficulté à faire vivre la démocratie dès lors qu'elle impose un minimum de délégation de pouvoir. Pour que la démocratie représentative reste une démocratie, c'est à dire que les élus, désignés par une majorité continuent à agir en fonction des désirs, besoins et souhaits de cette majorité, il faut un

minimum de contrôle de cette majorité sur les élus. Traditionnellement on suppose pour cela une réélection périodique. Est-ce suffisant ? La aussi, à l'échelle municipale, un contrôle citoyen est beaucoup plus facile à pratiquer et la transparence que cela implique, plus facile à mettre en œuvre.

Prévoir, comme l'ont fait quelques démocraties d'Amérique du Sud la possibilité de référendum révocatoire est une amélioration dans le sens du contrôle des élus, mais celle-ci n'est pas suffisante. Le paradoxe est d'ailleurs que ces referendums révocatoires ont surtout permis aux oppositions de droite représentant l'oligarchie de tenter de renverser des régimes qui ne leur convenaient pas. Quand on peut faire l'économie d'un coup d'État, pourquoi s'en priver ?

Pour être efficace un organisme de contrôle, quel qu'il soit, doit être totalement indépendant de ceux qu'il contrôle. On en est souvent très loin dans les institutions actuelles et les lobbies peuvent souvent y peser de tout le poids que leur donne les moyens financiers des possédants.

Election ou tirage au sort ?

Bien sûr on peut penser à des organes de contrôle qui seraient élus mais cela supposerait tout un processus de campagne électorale dans lequel les mêmes lobbies pourraient peser de la même façon et aboutir à faire élire des gens tout autant à leur solde que lors des élections classiques.

Il me semble que la seule solution serait de faire appel à des "contrôleurs" tirés au sort et disposant d'un mandat non renouvelable. Bien sûr ces "contrôleurs" devraient disposer de moyens suffisants pour accomplir leur travail; pouvoir faire appel à tous les experts souhaitables... bref, travailler comme les jurés d'un procès d'assise. Avec une différence de taille : ce ne seraient pas eux, les contrôleurs, qui décideraient d'éventuelles sanctions mais éventuellement la justice si le non respect de la loi est avéré, ou simplement les électeurs qui pourraient être consultés par le collectif des contrôleurs en cas, par exemple de non respects des engagements.

Le contrôle des élus pendant tout leur mandat est autrement plus efficace qu'une simple consultation préalable destinée à sélectionner le meilleur candidat destiné à postuler pour un camp. C'est ce qu'on a pris l'habitude d'appeler une élection primaire. Pire, cette stratégie inspirée des pratiques courantes aux USA aboutit facilement à masquer la volonté réelle des participants. Ils sont invités non pas à dire qui défend le mieux leur choix, mais qui à le plus de chance de l'emporter. Le succès de François Hollande aux primaires présidentielles ne s'explique qu'ainsi : il était le favori des sondages pour remplacer Nicolas Sarkozy. Qu'il soit tout disposé à renier une grande partie de son programme importait peu. Cette élection primaire avait l'avantage de lui donner une caution démocratique « canada dry » : cette primaire avait l'aspect de la démocratie, le goût de la démocratie mais n'était pas de la démocratie. En dehors du choix final, les votes se sont toutefois partagés entre les autres candidats en fonction de la popularité de leurs engagements. Cela fut vite oublié et François Hollande put nommer Manuel Valls Premier Ministre et donc chef de la majorité alors que la primaire l'avait désigné comme le plus impopulaire des candidats. On voit avec cet exemple comment le contrôle permanent des élus, pendant tout leur mandat est indispensable pour faire avancer la démocratie en évitant simplement que la publicité mensongère ne soit jamais sanctionnée en politique.

Plus récemment, l'élection surprise d'Emanuel Macron ne doit elle pas beaucoup au fait que les deux candidats issus des primaires avaient acquis une légitimité en s'appuyant sur des minorités et ont poursuivi leur campagne électorale, refusant de se retirer malgré leurs échecs annoncés ?

Gouverner autrement ?

Les règles que je viens d'évoquer (qui avaient été reprises dans un projet de lettre aux élus qui circulait sur Internet avant les dernières élections régionales) devraient concerner non seulement les élus de la République, mais aussi les dirigeants des organisations qui prétendent parler en notre nom. Encore une fois, nous pouvons montrer l'exemple, tester des solutions et acquérir de nouveaux réflexes. Apprendre à gouverner autrement.

Il n'y a néanmoins pas de recette miracle et, pire, il semble que, bien souvent, les espoirs de voir notre monde s'améliorer passent par l'émergence médiatique d'un individu, leader potentiel capable de fédérer un maximum de forces populaires pour qu'elles agissent ensemble dans le bon sens, ne serait-ce qu'en votant pour lui... Certes les récentes années ont vu émerger Bernie Sanders, Jeremy Corbin, Pablo Iglesias et Jean-Luc Mélenchon qui, chacun à sa façon ont exprimé l'intérêt de la majorité du peuple, mais, outre que cela ne garantit pas que leurs choix politiques soient un jour adoptés, qu'ils le veuillent ou non ils incarnent le « pour le peuple » mais assez mal le « par le peuple » Et rien ne garantit la persistance de leur intégrité.

Sommes-nous condamnés à attendre un « homme providentiel » en espérant qu'il établira au minimum la démocratie 2.0 ? Et que cela durera ?

Pour essayer de répondre à cette question, sans doute faut-il répondre à une autre : « Pourquoi, malgré les libertés démocratiques, le suffrage universel, la démocratie réelle ; "pour le peuple et par le peuple " est-elle si rare ? » Il y a-t-il dans nos gènes quelques tendances innées à la soumission ? Un réflexe pavlovien masochiste qui nous pousse à accepter les pires injustices ? Une tendance naturelle à dire « oui chef » ?

Que nous enseigne l'expérience de Milgram ?

Malheureusement quelques études scientifiques permettent de le penser. On connaît l'expérience psychologique de Milgram qui avait montré que deux personnes sur trois obéissaient à un ordre, même si celui-ci consistait à infliger de fortes douleurs à un inconnu.⁹ Est-ce le signe que l'humanité est incapable de sortir de la barbarie, que la démocratie n'est qu'un leurre ? On verra plus loin que cette expérience ou plus exactement les expériences similaires plus récentes nous laissent beaucoup d'espoir, notamment par la décrédibilisation de l'autorité.

⁹ réalisés en 1960 et 1963 , ces expériences consistaient à faire croire à des cobayes qu'ils participaient à un test scientifique visant à vérifier que la punition, sous forme de chocs électriques croissants améliorait la capacité de mémorisation d'autres cobayes. En réalité, ces autres cobayes étaient des comédiens qui simulaient la réaction à des chocs électriques de plus en plus intenses.. Seulement un peu plus d'un participant sur trois refusa d'infliger des décharges de 450 Volts. Les autres continuèrent à obéir, même quand leurs « victimes » se tordaient de douleur et demandaient l'arrêt de l'expérience.

D'où vient cette tendance au suivisme ?

Sans doute pouvons-nous commencer par nous poser la question : d'où vient cette commune tendance au suivisme ? Je pense que paradoxalement, elle est la rançon du succès évolutif qui a fait d'homo sapiens l'espèce plus que dominante sur la planète. En effet, si, il y a cent vingt mille ans, notre espèce a pu quitter l'Afrique et conquérir la presque totalité de la planète, c'est bien évidemment qu'elle avait quelques avantages sur ses concurrents. Tous ses proches parents : Australopithèques, néanderthaliens, dénisoviens¹⁰ par exemple ont disparu. Pourquoi ?

Etaient-ils moins habiles, moins performants, moins intelligents ? C'est probablement le cas des australopithèques aux cerveaux plus petits, Mais ils ne l'étaient pas moins que nos cousins les chimpanzés et les gorilles qui pourtant ont survécu. Et rien ne permet de le penser pour nos cousins de Neandertal. Leurs cerveaux étaient même, en moyenne, plus gros que les nôtres.

Des thèses récentes proposent l'explication suivante : les homo-sapiens devraient leur domination à leurs capacités plus grande de socialisation, c'est-à-dire leur capacité à s'organiser collectivement à grande échelle. Certains y voient la conséquence de l'invention des religions¹¹, d'autres pensent que le hasard des évolutions climatiques a permis à nos ancêtres de la côte est africaine de disposer de ressources alimentaires abondantes sur le plateau continental provisoirement émergé à cause des glaciations. Cette abondance aurait favorisé l'apparition de groupes sociaux plus importants que les traditionnels groupes d'origine familiale. Une fois cette période d'abondance achevée, les tribus ainsi constituées auraient perduré. Face à des cousins dont les hordes ne dépassaient pas quelques dizaines d'individus, nos ancêtres auraient été capables d'opposer des centaines, voire des milliers de compétiteurs et les auraient facilement supplantés.

L'hypothèse n'est pas prouvée mais elle est vraisemblable. L'Homme est une espèce sociale et elle n'est pas la seule. Parmi les insectes (abeilles, termites etc.) c'est fréquent. Chez les poissons aussi, tout comme chez les oiseaux, on rencontre facilement des centaines d'individus qui coordonnent leur activité. Chez les mammifères on peut rencontrer toute sorte de coopération, des quelques lionnes chassant en bande aux lemmings se protégeant mutuellement lors de leurs migrations.

Encore faut-il qu'un minimum de coopération rende l'activité collective efficace. Dans un banc de poissons ou dans un vol d'étourneaux, il suffit que chaque animal obéisse à quelques lois simples – suivre la même direction que ses plus proches voisins, se rapprocher si la distance moyenne de ces voisins est grande, s'écarter si elle est trop faible - pour obtenir les déplacements collectifs si spectaculaires que nous avons tous observés.

¹⁰ Les australopithèques, espèce à laquelle appartenaient la célèbre Lucie ont disparu il y a plus d'un million d'année mais les néanderthaliens qui ont conquis l'Europe des centaines de milliers d'années avant nous ont survécu jusqu'il y a une trentaine de milliers d'année. Les dénisoviens, dont on ne connaît qu'une partie d'une main, une dent et un morceau d'os appartenant à une enfant métis avec un néanderthalien... mais dont on connaît tout l'ADN ont vécu en Asie centrale il y a 40 000 ans. Si les dénisoviens ont échappé jusqu'en 2010 à nos récits historiques, combien d'autres espèces ont disparus sans qu'on le sache ? Et pourquoi, aujourd'hui, une seule espèce humaine. Qu'avons-nous de plus ? Sans doute une meilleure organisation sociale.

¹¹ Une brève histoire de l'humanité par Yuval Noah Harari, aux convictions libérales par ailleurs discutables.

Mais pour organiser une chasse aux mammouths, il ne suffit pas de quelques règles communes, il faut au minimum un partage des tâches : « Nous on va faire peur à la mère, vous trois vous pousser le petit mammouth en direction de la falaise ! ».

La coopération, dès lors qu'elle nécessite un minimum d'intelligence, suppose que des décisions soient prises puis respectées. Même dans une société primitive, ou aucun surproduit n'est disponible, il faut des individus pour organiser la chasse et la cueillette. Par ailleurs, sans doute parce que, comme disait Napoléon « Un mauvais général vaut mieux que deux bons », la sélection naturelle a favorisé un minimum de sens de l'obéissance chez les homo sapiens que nous sommes.

Mais la sélection naturelle a aussi favorisé une extraordinaire capacité d'adaptation chez ces mêmes bipèdes, les rendant capables de vivre à peu près n'importe où sur la planète - sans doute à son détriment - . Cette capacité d'adaptation s'est traduite par de multiples inventions, techniques et culturelles au sens large. De nombreuses formes d'organisation ont vu le jour au cours des millénaires, plus ou moins égalitaires, plus ou moins dominées par un individu ou un groupe d'individus, en règle générale avec l'accord au moins tacite de la population. Avec la participation plus ou moins importante de la population aux prises de décision.

Les actuels représentants des classes dirigeantes pensent sans doute que la société contemporaine, où une minorité décide de ce qui est le mieux pour tous et surtout pour cette même minorité, est l'expression la plus achevée de ce que l'espèce humaine peut choisir comme forme d'organisation sociale. Sans doute que Jules César et Louis XIV pensaient aussi qu'ils étaient arrivés à la fin de l'histoire. Mais ils avaient tort d'y croire vraiment.

Rester optimiste ?

Avons-nous le droit d'espérer qu'une société plus égalitaire soit possible, que la démocratisation permanente n'est pas qu'un rêve ? Sans doute, mais en mesurant la hauteur des obstacles à franchir. Un exemple de société beaucoup plus démocratique que la nôtre nous est fourni par les mouvements indigènes d'Amérique latine, en particulier du Chiapas. Dans cet état grand comme la Belgique et peuplé d'un peu moins de cinq millions d'habitants, un mouvement se réclamant de Zapata organise la résistance depuis plus de 20 ans. Après une phase de résistance militaire, les zapatistes ont choisi d'organiser un système parallèle d'éducation, de santé et de justice. Une sorte d'état concurrent à l'Etat mexicain, beaucoup plus proche de l'exigence d'un gouvernement pour le peuple et par le peuple. Avec un certain succès puisque, comme le rapportait un article du Monde Diplomatique, la population, même si elle ne partage pas les thèses des zapatistes, choisit souvent de se tourner vers les services publics zapatistes car ils sont beaucoup plus efficaces. L'exemple du Chiapas montre que la mise en place, d'une façon durable, d'une organisation sociale, plus démocratique est possible. Mais il ne faut sans doute pas oublier que ce mouvement s'appuie sur des traditions locales, celles des indiens d'Amérique centrale qui n'étaient pas tous embrigadés dans les sociétés très pyramidales des Mayas ou des Incas mais connaissaient aussi des formes beaucoup plus démocratiques, notamment celles qualifiées de « communisme primitif » et évoquées par Marx puis Engels dans « l'origine de la famille, de la propriété privée et de l'état ». De la même façon, l'apparition des soviets en Russie au début du vingtième siècle trouve sans doute ses racines dans les mirs, communautés villageoises égalitaires qui organisaient les paysans au temps du tsarisme.

La démocratisation de la société peut aussi s'appuyer sur des traditions de lutte. Là aussi ce n'est sans doute pas un hasard si le premier mouvement de masse démocratique tentant d'organiser les classes populaires sur des bases non strictement historiquement ouvrières, Podemos, est né dans un pays qui a connu une forte organisation autour des idées anarchistes au cours du siècle dernier.

Comment faire ?

Tous ces exemples peuvent nous permettre de garder un peu d'optimisme, mais ils ne suffisent pas à répondre à la question : « comment faire pour que les deux tiers de la population ne continue pas à faire confiance en l'oligarchie et, d'une façon générale à toute autorité ?

Si l'on revient aux expériences de Milgram, il est intéressant de voir comment d'autres expériences ultérieures ont montré les limites de cette obéissance aveugle. Il est aussi intéressant de lire les réflexions de Stanley Milgram qui ne nie pas la valeur universelle des conclusions de son expérience : 2 citoyens sur 3 obéissent à l'autorité même si cela va à l'encontre de leurs sentiments. Il explique ainsi toute la chaîne d'obéissances qui ont entraîné la mise en place de l'extermination industrielle des juifs dans l'Allemagne nazie.

Mais il écrit aussi « *Les exigences de l'autorité promue par la voie démocratique peuvent elles aussi entrer en conflit avec la conscience. L'immigration et l'esclavage de millions de noirs, l'extermination des indiens d'Amérique, l'internement des citoyens américains d'origine japonaise, l'utilisation du napalm contre les populations civiles au Viet Nam représentent autant de politiques impitoyables qui ont été conçues par les autorités d'un pays démocratique et exécutées par l'ensemble de la nation avec la soumission escomptée* ».

Faut-il désespérer avec Milgram ?

Pourtant les expériences ultérieures montrent les limites de l'obéissance aveugle :

- L'expérience a été reprise en faisant varier la distance entre les sujets testés et leurs prétendues victimes : L'obéissance est de 65% quand la victime est dans une autre pièce, que l'on entend pas ses cris mais tombe à 40% dans le cas où tout le monde est dans la même pièce.¹²
- Si l'autorité est absente, les consignes transmises avant son départ, le taux d'obéissance tombe à 20%. Est-ce pour cela que nos présidents et ministres s'efforcent d'occuper temps de place dans les médias ?
- Dans une autre expérience, deux personnes présentes (des comparses, toujours) se rebellent contre les ordres donnés. Le taux d'obéissance tombe à 10%. Conclusion : organisons nous pour résister, c'est contagieux !
- Si le sujet est libre de choisir l'intensité de la sanction infligée à sa victime, seuls 2,5% vont jusqu'à la tension maximum. Cette variante de l'expérience montre que les 65%

¹² De la même façon un épisode d'une série télévisée US évoquait le procès –fictif- d'un soldat qui avait dû égorger un enfant pour sauver la vie de ses compagnons. Son avocat interpelait un de ses adversaires en expliquant qu'il n'aurait sans doute pas pu accomplir ce même geste mais n'aurait pas hésité à appuyer sur un bouton qui aurait eu la même conséquence via un drone. Cet argument permettait à l'avocat d'obtenir l'acquiescement de son client.

d'obéissants inconditionnels le font bien par soumission à l'autorité et non par sadisme.

- Dans une autre contre expérience, ce n'est pas l'autorité qui réclamait que la sanction augmente, mais c'était la « victime » qui le réclamait. En l'absence d'autorité aucun des cobayes n'alla jusqu'à utiliser la sanction maximum. C'est bien l'autorité qu'il faut décrédibiliser !
- Si l'autorité est remplacée par un autre individu, sensé disposer du même statut que le cobaye l'obéissance tombe à 20%. Désolé pour les sous fifres !
- Plus intéressant, que se passe-t-il quand l'autorité perd de sa légitimité ? Dans cette dernière situation, l'expérimentateur était remplacé par deux personnes aux avis contradictoire. Aucun cobaye n'accepta d'infliger la sanction maximum.

Qu'en conclure ?

Sans doute que le travail d'éducation populaire, lorsqu'il se fixe d'apprendre à tous à gouverner, doit non seulement, par l'exemple, infuser la démocratie à toutes les étapes, mais aussi décrédibiliser l'autorité arbitraire des représentants de l'oligarchie. Et que ce travail, même s'il ne permet pas d'obtenir toujours des victoires, permet néanmoins d'ouvrir des portes sur l'avenir.

« Décrédibiliser l'autorité arbitraire des représentants de l'oligarchie »... Oui mais pas seulement. L'histoire nous a appris que bien des représentants du peuple, une fois arrivés au pouvoir se sont plus ou moins rapidement transformés, se sont séparés de ceux qu'ils prétendaient défendre. Souvent avec l'aide d'un groupe de supporters devenus un morceau de l'appareil d'état. Le germe est bien souvent, avant même la prise du pouvoir, dans le fonctionnement du parti politique qui postule à cette prise du pouvoir. L'homme providentiel se transforme facilement en chef sans partage. La démocratisation permanente, en changeant le fonctionnement des organisations populaire doit aussi avoir pour objectif, peut être pas de "décrédibiliser l'autorité arbitraire des représentants du peuple" mais au moins remettre en cause l'idée qu'ils ont une autorité naturelle.

L'éducation populaire ne se réduit pas à ce double travail de décrédibilisation. Même si cette décrédibilisation passe bien évidemment par le démontage méthodique de la propagande médiatique et culturelle des classes dominantes, ce démontage suppose de trouver les moyens de combattre les reflexes primitifs qui détournent les milieux populaires de la lutte contre ceux qui sont réellement responsables de leurs problèmes. Combattre l'égoïsme, le racisme, les reflexes xénophobes, les superstitions, le découragement ne peut pas se réduire à développer des arguments rationnels, même si c'est indispensable. Il faut sans doute utiliser des moyens similaires à ceux que les classes dominantes ont perfectionnés pour, justement, induire ces reflexes primitifs. Faire appel à tous les acquis de la psychologie comportementale, s'appuyer sur les meilleurs publicitaires, les meilleurs pédagogues pour mettre en forme ces mêmes arguments rationnels. Apprendre à tous à gouverner suppose aussi d'être capable d'induire chez tous des nouveaux reflexes, renforcer leur rationalité et, paradoxalement, ce renforcement passe probablement par des moyens qui ne sont pas strictement rationnels... Mais, soyons réaliste, personne n'est 100% rationnel et pour lutter contre l'irrationnel, il faut sans doute accepter de faire appel à d'autres reflexes primitifs... qui, même en apparence irrationnels, ont permis à l'espèce humaine de subsister !

C'est sans doute une grande ambition que de croire qu'il est possible de mener cette expérimentation dans notre pays, à partir de nos expériences et malgré des institutions et des

traditions qui vont en sens inverse. On ne peut pas se contenter d'attendre que les contradictions du système politique et économique aboutissent à une crise importante et provoque un sursaut populaire et espérer qu'un peu de démocratie en surgira... Si l'on a un peu de conscience, ne doit-on pas se fixer pour objectif de réformer profondément le fonctionnement de nos organisations avec ce double objectif d'une démocratisation permanente et d'apprendre à tous à gouverner ? Ne devons nous pas ouvrir le chantier de ces réformes, en débattre sans tabou ? Même s'il est inévitable que de nouvelles crises surgissent, mieux armer les forces sociales qui tenteront d'y trouver une issue positive en les régénérant avec cette forte dose de démocratisation, c'est assurément aussi contribuer à cette issue positive.

Si vraiment « *Rien de bon ne peut arriver en Europe qui ne parte pas de la France* ». (Y. Varoufakis) Alors, notre responsabilité est considérable. Soyons dignes de cet hommage au peuple français. Les seules batailles qu'on est certain de perdre, sont celles qu'on ne mène pas.

Jean-Pierre Gaillet.

En guise de postface : que nous apprennent les « gilets jaunes » ?

« *On ne combattra pas le réchauffement climatique sans que tous ces problèmes ne soient traités en fonction des intérêts de la majorité de la population, donc sans un renouveau de la démocratie* » ai-je écrit il y a déjà quelques mois eu début de ce texte. Le mouvement des gilets jaunes, qui a eu pour origine le refus de taxes présentées abusivement comme visant à participer à la lutte contre le réchauffement climatique, s'est rapidement transformé en contestation globale des politiques inégalitaires et a pris une tonalité nouvelle avec l'élaboration de revendications visant à un renouveau démocratique accompagné d'une défiance – le mot est faible – vis-à-vis à la fois des institutions et de tous les intermédiaires entre le peuple et la réalité du pouvoir : président, ministres, députés et sénateurs sont rejetés quelles que soient leurs étiquettes politiques . Partis politiques et syndicats sont eux aussi l'objet d'une méfiance profonde. Il me semble que le mouvement des gilets jaunes illustre parfaitement le tournant historique auquel nous sommes confrontés. Plus de démocratie, certes, mais surtout plus de justice sociale car il n'y a pas de démocratie sans justice sociale. La démocratie n'est pas vraiment " par le peuple " si elle n'est pas avant tout " pour le peuple " .

Gouvernement et journalistes se lamentent de ne pas disposer de porte-paroles reconnus des gilets jaunes, de cahiers de revendication bien structurés, d'interlocuteurs disposés à aller négocier sous les ors de la république. Pire, dès qu'une tête sort du lot, dès qu'un individu revêtu d'un gilet jaune est reçu sur un plateau de télévision ou dans le cabinet d'un ministre, il est très vite rejeté par la masse des gilets jaunes qui rappelle qu'il ne représente que lui-même, qu'il n'a aucune légitimité pour parler en leur nom. Les seules légitimités acceptées sont celles provenant des " like " d'Internet, de ces votes informels qui attestent simplement qu'une idée émise à un moment a rencontré l'assentiment de centaines de milliers de personne.

Comme en Tunisie, comme en Espagne, Internet et les réseaux sociaux structurent la révolte populaire. Pourtant ni Facebook, ni Tweeter, ni aucun des réseaux présents sur Internet n'ont été conçus, au départ, pour faciliter l'expression de la démocratie. Par ailleurs on constate que les réseaux sociaux peuvent véhiculer le meilleur comme le pire. Ils permettent à la fois de rendre publique la vérité et de propager les plus ignobles mensonges.

S'il est possible de tirer déjà quelques leçons du mouvement des gilets jaunes, sans doute, en premier lieu nous incite-t-il à réfléchir à deux choses : la nécessité d'un renouveau démocratique des organisations progressistes mais aussi moyens d'utiliser Internet afin qu'il permette vraiment l'expression de la démocratie.

A propos du premier sujet le reste de ce document trace des pistes qu'il ne me semble pas que l'actualité rende caduque, bien au contraire. La démocratisation permanente des organisations progressiste apparaît plus que jamais comme une nécessité. Le mouvement des gilets jaunes ajoute que c'est indispensable si ces organisations veulent retrouver un peu de crédibilité auprès des plus exploités.

Concernant l'utilisation intelligente d'Internet, la tâche est difficile car la simple expression de toutes les opinions, sans contrôle, facilite les dogmatismes et mets sur le même plan les propos les plus géniaux et les pires stupidités. Mais toute tentative de filtrage – telles que le rêve les représentant de l'oligarchie – dénaturerait l'idée d'utiliser Internet pour l'expression démocratique.

Une piste à suivre est, peut être, celle mise en place sur le site "Bazille" qui met régulièrement au vote diverses propositions. Mais ce site ne propose pas seulement à chacun de voter « pour » ou contre », ce qui réduirait le procédé à un simple mini référendum. Il propose à chaque participant de rédiger ou soutenir un argument en faveur ou contre le projet. Autrement dit, il permet que la discussion se fasse à partir d'une réflexion et pas simplement d'un choix préétabli. Au final, la décision retenue est celle adoptée par la majorité, mais appuyée par l'argument qui a reçu le plus d'opinion favorable.

C'est déjà un mieux, mais le procédé souffre d'un gros défaut : les premiers sont les mieux servis puisque les arguments présentés plus tardivement ne sont soumis à l'approbation que des derniers " votants". Peut être faudrait-il, simplement discerner une phase de débat et une phase de vote dans toute consultation par Internet ?

Dans un premier temps chacun serait invité à présenter des arguments pour ou contre le projet soumis au vote et tous ces arguments seraient immédiatement rendus publics. Ensuite chacun serait amené à voter pour ou contre le projet, mais aussi à donner son appréciation des arguments présentés ; peut être en « like » ou « pas like », ou mieux encore en notant chaque argument.

Il me semble qu'on disposerait ainsi d'une technique permettant non seulement une expression démocratique mais aussi d'un moyen de rendre chaque citoyen pleinement à même de juger. Ensuite si quelqu'un doit défendre le choix en question il serait tenu de respecter l'argumentaire adopté pour le défendre. En tout état de cause son mandat impératif se réduirait à faire ce travail d'interlocuteur.

Cette réflexion va pour l'organisation actuelle des gilets jaunes et à tout nouveau mouvement qui s'en inspirerait. Mais elle pourrait s'étendre au fonctionnement de toute organisation prétendant agir au nom de ses adhérents.

Si elle s'avérait féconde cette expérience pourrait probablement servir de base à une modification fondamentale des institutions.

Les gilets jaunes sont peut être les prolégomènes de la révolution à venir. Tout dépendra de la capacité de ceux qui prétendent partager leurs aspirations à initier de nouvelles formes d'organisations populaires.

Apprendre tous ensemble à gouverner, cela exige aussi de mettre au point les outils modernes de la démocratie.